L'Ami de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN 21 OCTOBRE 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
No 83, rue de Chartres

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité et de la Commission de Législation.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 21 OCTOBRE.

CANDIDATS WHIGS.

POUR LE CONGRES.
SIXIME DISTRICT
Richard Hagan.

CONGRES DISTRICT — J. ARISTIDE LANDRY.
SECOND DISTRICT — R. A. UPTON.
TROISIEME DISTRICT — JOHN MOORE.

LEGISLATURE.
POUR LE SENAT:
JAMES ROBB, J. P. BENJAMIN.
Pour Représentans à la Chambre.

PREMIER DISTRICT — WM. T. CAMPBELL, W. H. SUMMERS.
DEUXIEME DISTRICT — A. P. SIMPSON, C. C. CATHROP, Cols. J. LEEDS.
TROISIEME DISTRICT — H. J. RANNEY, C. M. WATERMAN, J. N. HAWTHORNE, SIDNEY STORY, J. W. PRICE, THOMAS CURRY.
QUATRIEME DISTRICT — F. L. LUMSDEN, W. M. FLEMING, J. G. SEVER.
CINQUIEME DISTRICT — JULES BENIT, HIPPOLYTE MOSSY, P. DEVERGÈS.
SIXIME DISTRICT — A. LAROSE, LOUIS SURGI.
SEPTIEME DISTRICT — ADOLPHE TREME, JOSEPH SOLOMON.
HUITIEME DISTRICT — JOHN LAIDLAW.

ILS SONT LE PROGRES!

La lutte actuelle s'engage chaque jour plus ardente, elle cherche vainement à dénaturer le langage du peuple. On comprend aisément que l'industrie des grandes masses populaires vient, comme nous l'avons souvent dit, de la whigs, plus progressif mais moins impétueux que le parti loco foco. Il suffit pour cela de consulter l'histoire des dernières années et d'observer ce qui se passe à cette heure immédiate autour de nous.

Les démocrates dépassent leur but. Ils ne s'imposent aucune mesure et franchissent toutes les limites, lorsqu'il paraît facile, sans compromettre aucun principe ni aucun intérêt, d'attendre la réalisation du bien-être général.

Le parti whig de salle-et-au-feu, et de chemise-et-pantoufles, a compris la sagesse de l'ordre. Nos adversaires ne prévoyant du nous qu'une vaste coalition contre eux, cherchent en vain le moyen de la briser. Ils ne comprennent pas que les whigs ne voudraient ni et ne cherchent aucun moyen de scission démocrates, au préjudice de la majorité de la nation dont il cherchent vainement à calomnier les tendances et les généreuses inspirations.

Les gens sont trop éclairés pour se laisser prendre à toutes ces pièges. Ils savent ce que valent les magnifiques protestations des hommes qui s'intitulent pré-emptueusement les amis du peuple, comme s'ils n'étaient pas eux-mêmes du peuple, comme s'ils étaient autre chose que le peuple et un bien-être. Le peuple dans une réunion des citoyens, quelle que soit leur position dans la société. Dès qu'on s'adresse spécialement au peuple, on s'adresse un langage bassement populaire, ou vulgaire, quand on cherche à surprendre sa religion en dénaturant l'histoire de ceux qui, en l'insulte dans sa dignité.

Voyez jusqu'à quel point nos adversaires prennent prétexte au titre de parti populaire. Il n'est point nécessaire pour cela de sortir de la Louisiane.

Les démocrates veulent dans les circonstances actuelles, nous leur faisons l'honneur qu'ils méritent, quelquefois avec eux-mêmes—ils nous rangent avec nous, à cette heure même l'appellation de whigs du libre échange. Le libre échange n'est chose bonne en soi, mais s'applique à chaque nation universellement,—les whigs ne sont alors égales et les peuples relativement des gains relatifs. L'Angleterre a pu le décrier en faisant cause de l'industrie supérieure de quelques uns de ses ouvriers, mais ce qui favorise l'essor de la prospérité de l'Angleterre en Angleterre, l'aurait l'Union et à l'avoir, ce serait aux Etats-Unis. Vu qu'il est whig maintenant que le libre échange ne saurait être admis pour les intérêts du pays, notre condition, nous la prépare, et l'Angleterre profitera de notre misère et de notre ruine. Le moment viendra, sera prochain, nous la croyons, de nos adversaires, nous attendons que cette heure soit sonnée et ne prétendons pas à ruiner en ouvrant tout d'un coup nos ports à la concurrence étrangère. Voici cependant ce que nous disent les vrais démocrates, ceux qui ne se rangent point avec leurs prétendus dans l'intérêt de leur parti. Nous demandons, nous assurons le peuple qu'il n'est en tout avec prudence que le Congrès accorde au commerce et à l'industrie une somme de protection qui rapporte suffisamment aux besoins du trésor public. Les droits perçus par la Douane doivent servir également à delayer les dépenses de l'administration, et ne doivent servir mal comprenant les intérêts de l'Union et arrêter les progrès de notre industrie manufacturière en l'affaiblissant et de la créant salutaire d'une concurrence favorable.

Que ceux de nos prétendus amis, qui se montre en cet élu rellement démocrat, c'est-à-dire plus populaire, plus logique, plus ami du progrès! Nous ne les locofocos qui voudraient des dépensions, ou leur permettant de faire l'application de leurs doctrines absolues, sacrifier les produits de nos fabriques nationales à celles de l'Angleterre, en rendant impossible sur notre propre marché la concurrence américaine; ou les whigs qui cherchent sagement à concilier les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs, qui ne condamnent pas en principe le commerce mais en ajournent la mise en vigueur jusqu'à l'époque, prochaine sans doute, où les produits perfectionnés pourront sans crainte soutenir la comparaison avec ceux de l'étranger. La question ainsi posée est à mon avis résolue.

Quant aux banques, nous ne distinguerons pas celles qu'elles ont fait au pays. Ce n'est pas par des déclarations soient mauvaises en elles-mêmes, mais elles ont vite malheureusement exploitées par d'audacieux spéculateurs qui n'ont vu en elles qu'un moyen de fortune et un ministère de corruption. Le plus sage était de les réglementer, d'en modifier l'organisation, car dans tout pays de commerce, la circulation numéraire est nécessaire et matériellement insuffisante. Aussi de corriger les vices du système tous ceux qui démocrates ont trouvé plus commode de détruire entièrement dans la mécanique constitutionnelle qui ont doté la Louisiane. Que cet résultat? Ceux qui le connaissent, privé des moyens qu'ils font vivre et prospérer, à long cours, ensuite, ce qui les expliquait nous ont dit, c'est que la Nouvelle-Orléans deviendrait bientôt qu'elle occupait au refois le rang de une ville de second ordre, c'est que la Louisiane et l'Etat le plus arriéré de l'Union sous le rapport des entreprises que les idées de travail répandent le bien-être dans toutes les classes de la population. La démocratie contemporaine sont assez faite de leur œuvre et ils se joignent aux whigs pour demander la révocation de la charte grotesque qui régit actuellement les destinées de la Louisiane. Ils font plus: ils reconnaissent l'utilité de ces banques libres dont les whigs ont eu les premiers à demander l'établissement et qu'il est été si facile de substituer des sanctions banqueres. Dans les Etats les plus foncièrement démocratiques du Nord, les banques dites libres n'ont pas pu se multiplier et elles ont favorisé d'une manière notoire le prodigieux développement de la fortune publique à New-York et ailleurs. Elles n'offrent aucun des dangers inhérens aux banques qui ont accumulé tant de ruines dans l'Union. Leurs billets sont garantis par des valeurs équivalentes déposées entre les mains de l'Etat et elles peuvent suspendre leurs paiements même que le détenteur subisse la moindre perte.

Si nos adversaires avaient voulu écouter la voix de la raison, si après avoir sapé par la base l'ancien système de l'avant-garde par un nouvel ordre de choses, la Louisiane serait encore ce qu'elle était autrefois, un Etat riche et puissant. Nous serions comme tout le Nord, comme tout l'Ouest, comme la plus grande partie du Sud, nous occuperions le rang de tête parmi les vaux d'utilité publique.

Le parti whig a pris l'engagement de travailler à la régénération de l'Etat; en tête de son programme, elle entoure la nécessité de réviser la Constitution afin de permettre à cette magnifique sérénade de se constituer et d'ouvrir des railways. Les chemins de fer ou pour résultat de morceler les biens et de fournir aux plus pauvres des moyens d'honnête existence. Les ouvriers aussi y trouveraient leur compte et ainsi le commerce de bois et le commerce de fers. Tout le monde y gagnerait: cela n'a pas besoin d'être prouvé. Donc, nous voulons les chemins de fer; nous ne nous arrêtons pas à rêter par les pierres objections qu'elles quelques uns de nos adversaires qui ne voient pas que tout va transforme autour d'eux et qui s'imaginent être encore à cette ère heureuse époque de défiance où les pièces compliquées de la nouvelle constitution de la Louisiane furent apposées avec tant de perte. Libre à certains hommes qui osent s'appeler démocrates de s'élever contre deux de nos candidats par cela seul qu'ils veulent, au moyen des chemins de fer, la dissémination des biens et la répartition équitable de la fortune concentrée aujourd'hui dans quelques mains. Nous persisterons dans la voie du progrès populaire et nous demanderons, non seulement que nos écoles publiques soient réformées pour répondre à leur véritable but, qui est l'éducation de tous les enfans sans exception, mais encore que le travail soit fécondé par les capitaux afin que les conditions d'existence soient les mêmes pour tous les citoyens.

Le *Courrier* nous absolument que nous engagions avec lui une polémique au sujet de M. Robb. Nous lui avons répondu une fois, et cette satisfaction accordée à l'amour-propre du journal du soir nous paraît plus qu'suffisante.

Le grand crime de M. Robb, aux yeux du *Courrier de la Louisiane*, est de vouloir l'établissement de chemins de fer à la Louisiane.— Pour arriver plus sûrement à ce résultat, notre candidat a proposé d'appliquer ici une mesure qui est adoptée dans la plupart des Etats de l'Ouest et du Sud, c'est à dire de soumettre aux habitans les plus directement intéressés cette question: "*Voulez-vous du chemin de fer qu'on vous propose, et donnez-vous consentez vous à payer un très minime taxe pour en entreprendre immédiatement l'exécution?*

Le peuple répond oui ou non et sa volonté est obéie.

Et parce que M. Robb propose de consulter le peuple sur ces graves matières, le journal du soir, qui se dit démocrate, prend ainsi le candidat whig et le menace de sa colère